



Concours GE2I/GMEC/AMCPE session 2015

Composition : **Français 2**

Durée : **3 Heures**



Institut National Polytechnique
Félix Houphouët – Boigny
SERVICE DES CONCOURS

L'ENVIRONNEMENT, UN DEFI POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Au début des années soixante-dix, les experts du Club de Rome – un groupe de chercheurs privés – ont préconisé la *Croissance zéro*, c'est-à-dire la fin d'une croissance sauvage qui entraîne l'épuisement des ressources et la pollution, et l'adoption d'un plan progressif de réduction de la croissance. Les dirigeants des pays en développement y ont vu une menace malthusienne à leur développement, y compris au plan démographique. Le point de vue du Club de Rome, qui était celui de certains écologistes utopistes de l'époque, s'est aussi heurté à l'opposition des industriels des pays riches. Cependant, l'idée de *Croissance zéro* a joué comme un signal d'alerte devant les menaces croissantes qui pèsent sur notre village planétaire. Or, les pays en développement eux-mêmes, sont concernés au premier chef par les problèmes environnementaux, et les mesures préconisées par les grandes instances internationales, en particulier les Nations Unies, en faveur d'un développement *durable* (soutenable) prennent en compte les populations du tiers monde et l'avenir de notre terre.

L'idée de *Croissance zéro* était née d'un constat : une croissance du type de celle des Etats-Unis et de quelques autres pays riches se révèle inapplicable aux pays en développement car elle repose sur un gaspillage des ressources primaires et provoque une pollution qui menace les *écosystèmes*, c'est-à-dire les équilibres existant au sein de la nature et permettant la vie et l'épanouissement des plantes, des animaux et des hommes eux-mêmes.

Les décideurs africains ont pensé à certains temps qu'ils n'étaient pas menacés par les dangers de l'industrialisation. Leurs pays ont relativement peu d'industries ; celles-ci polluent peu par rapport à celles des pays industriels. Les lois n'y sont pas contraignantes pour les industries qui rejettent des produits toxiques dans l'atmosphère et dans les eaux. Au point que ces Etats ont parfois accepté, moyennant finances, que des pays riches déversent sur leur sol des rejets industriels toxiques (chimiques, nucléaires).

Mais la pollution ne provient pas seulement des industries. Trois types de pollution menacent principalement la vie des villes, qui accueillent maintenant plus de 50 % des habitants en Afrique : celle des effluents urbains, c'est-à-dire les diverses eaux (usées, de ruissellement, de surface) évacuées ou non par les égouts. Non évacuées, elles stagnent dans les bas quartiers et sont une source de maladies ; elles sont souvent rejetées non épurées dans les rivières, les lagunes ou la mer, ce qui menace la flore et la faune de ces milieux et donc le travail des pêcheurs et l'alimentation des populations. Cette pollution est aggravée si les effluents des usines s'y ajoutent.

La deuxième pollution est celle des gaz de combustion des moteurs et des transports eux-mêmes. Ces gaz des moteurs diesels et des vieux moteurs à essence contenant du plomb sont une source de cancer du poumon et de diverses maladies respiratoires. La circulation automobile elle-même est un danger car elle provoque des accidents, vu la vétusté des véhicules, le mauvais état des routes et le manque de civisme des conducteurs. Elle s'accompagne d'embouteillages urbains qui entraînent une consommation inutile d'énergie et une perte de temps pour les travailleurs. La pollution atmosphérique est particulièrement élevée dans les grandes villes comme Lagos, Abidjan et même Cotonou avec ses célèbres *zémidjan*, c'est-à-dire ses taxis-motos. Ces encombrements sont révélateurs de l'impuissance du libéralisme tropical à résoudre le problème des transports urbains. Faute d'assurer une subvention décente aux transports publics, on laisse proliférer des taxis cahotants, hoquetants et fumants qui sont les agents de cette pollution.

La troisième pollution est celle des ordures. Dans les quartiers pauvres, elles croupissent tout simplement sur place, près des marchés et des logements. Vu l'insuffisance des subventions des mairies, l'enlèvement n'est pas assuré, même dans les quartiers carrossables. Avec leurs chariots, des artisans regroupent les ordures sur des lopins non encore bâtis, décharges ensuite enlevées par les bennes de la société qui détient le marché. Trouver un terrain où l'on enfouira ou traitera ces déchets entraîne des palabres sans fin avec les habitants du voisinage qui ne sont pas indemnisés en relation avec le dommage qu'ils subissent.

A ces pollutions, il faut ajouter celles qui résultent d'une conception à courte vue de la croissance : au nom de la recherche de devises, bien des pays en développement ont toléré que certaines de leurs ressources non renouvelables soient

bradées : c'est le cas de la forêt dans la ceinture équatoriale. En Côte d'Ivoire, le couvert forestier est passé de 15 millions d'hectares à moins de 2. La diminution du couvert forestier est aussi due au défrichage par les paysans et à l'utilisation du bois (ou du charbon de bois) comme source d'énergie domestique et parfois pour les entreprises (tabac). Tout ceci contribue au réchauffement de l'atmosphère dû à l'effet de serre. Le réchauffement de l'atmosphère contribue à la désertification et à la raréfaction des ressources en eau, à l'élévation du niveau de la mer, à une aggravation des tempêtes et des ouragans. Ces problèmes menacent le patrimoine naturel des pays africains et donc, à terme, les revenus qu'ils espéraient retirer du tourisme.

Ils sont maintenant bien connus les dangers nés de l'industrialisation, cette forme de production née il y a environ 200 ans et devenue aujourd'hui prédominante dans les pays riches. Le capitalisme libéral, qui a triomphé du communisme soviétique, a opté pour la croissance de la production avec la recherche des profits les plus élevés. Mais ce type de croissance a généré les pollutions déjà mentionnées, en même temps qu'elle a fragilisé le sort des travailleurs. Une des conditions pour qu'une entreprise fasse des profits est, en effet, que le travail ne lui coûte pas cher. Aujourd'hui, avec l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, les productions de tous les pays sont mises en concurrence. Même si les gains de productivité sont élevés dans les pays industriels, les automobiles fabriquées en Corée du Sud coûtent moins cher que celles d'Europe. L'industriel européen qui veut sauver son « *outil de travail* » de la faillite est tenté de le délocaliser, car les lois sociales ne lui permettent pas de diminuer le salaire de ses travailleurs. Dans les pays en développement, on se réjouira de cette délocalisation, mais une des conditions de sa réussite est que les salaires locaux demeurent bas.

[...] Le *développement durable* vise tout à la fois à économiser les ressources de la terre, limiter la pollution, répartir équitablement les fruits de la production – entre les pays et au sein des populations de ces pays –, à transmettre à nos enfants une terre qui demeure belle et où il fasse bon vivre. Un tel projet n'est pas utopique, il est moral et nécessaire. Mais il suppose que tous les hommes prennent conscience qu'ils entrent dans une nouvelle ère, dans laquelle ils se savent solidairement responsables du devenir d'une terre qui est en même temps la maison (*oikos*) de leur prochain et celle de leurs enfants. Si l'homme sait maintenant qu'il lui appartient de se protéger contre le *Tsunami* dont la localisation est pourtant aléatoire dans le temps et dans l'espace, à plus forte raison doit-il être à même de se prémunir contre les désastres écologiques dont l'origine anthropique ne fait pas de doute. Mais il est à craindre que les pays en développement ne négligent longtemps encore leur environnement.

Yves MOREL, sj

Débats Courrier d'Afrique de l'Ouest, N° 12 – février 2004.

QUESTIONS

I - VOCABULAIRE

Expliquez les mot et expression suivants selon le contexte :

- délocaliser (§ 8 l. 12) ;
- désastres écologiques (§ 9 l. 11).

II - RESUME

Résumez le texte proposé en 200 mots avec une marge de tolérance de $\pm 10 \%$.
Vous indiquerez à la fin de votre résumé, le nombre de mots utilisés.

III - DISCUSSION

« Il est à craindre que les pays en développement ne négligent longtemps encore leur environnement. »

Dans un développement composé, à l'aide d'exemples précis, dites si vous partagez ces propos.
